

Helly, Denise (1987) Les chinois à Montréal 1877-1951. Québec, IQRC, 315 p.

Claudine Salmon

Volume 32, Number 86, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021956ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021956ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Salmon, C. (1988). Review of [Helly, Denise (1987) Les chinois à Montréal 1877-1951. Québec, IQRC, 315 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 32(86), 181-182. <https://doi.org/10.7202/021956ar>

## COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

HELLY, Denyse (1987) *Les Chinois à Montréal 1877-1951*. Québec, IQRC, 315 p.

Les communautés chinoises du Canada sont restées relativement peu étudiées, surtout celle du Québec. L'ouvrage de Denyse Helly vient à point combler ce vide. Le but de sa recherche était de cerner l'histoire du processus d'intégration économique et sociale des immigrants chinois arrivés à Montréal jusqu'en 1951, date marquant le point de départ d'un nouveau courant d'immigration. Lorsque l'auteur a commencé sa recherche en 1981, il ne restait plus que quelque 500 immigrants de la première vague sur un total de 17 200 Chinois résidant alors dans cette ville.

L'enquête effectuée en plusieurs temps, et avec la collaboration d'assistants d'origine chinoise, s'est faite à quatre niveaux : 1°) dépouillements d'archives ; 2°) analyse des répertoires de John Lovell donnant les noms, adresses et occupations des résidents de la ville ; 3°) sondages dans le journal *La Presse* en vue de rechercher les divers faits concernant la vie des immigrants et la perception de ces derniers par les Canadiens ; 4°) entrevues avec d'anciens dirigeants ou membres d'associations chinoises et application de questionnaires à une trentaine de personnes.

Les résultats de ces enquêtes ont été répartis dans quatre parties. La première, de loin la plus faible, traite de l'origine des émigrants et de l'accueil souvent hostile qui leur fut réservé au Canada. Elle s'ouvre curieusement sur le récit d'un enterrement chinois à Montréal en 1911, tel qu'il fut rapporté à l'époque dans *La Presse*. On revient en arrière avec le chapitre suivant qui traite brièvement des causes de l'émigration des habitants du Guangdong. Il n'est pas fait ici de distinction entre les Cantonais d'origine, ou Puntis, « indigènes », et les Hakkas ou « nouveaux venus » qui, sous les Qing, avaient immigré jusque dans l'ouest de la province. Il n'est pas fait allusion non plus à la guerre fratricide entre ces deux groupes ethno-linguistiques qui eut lieu au milieu du siècle et entraîna les Hakkas errants à émigrer en masse vers les Mers du Sud, mais aussi vers les Amériques. On ne nous dit pas de façon explicite s'il y en eut également à venir à Montréal. Toutefois, dans le commentaire sur la réalisation des entrevues (p. 296), il est fait allusion aux « dialectes chinois parlés par les émigrés des années 1920-1940 » sans qu'on puisse savoir desquels il s'agit.

La deuxième partie, par contre, donne un excellent tableau de l'histoire de l'implantation économique et géographique des commerçants chinois. Le premier dont le souvenir est conservé est un certain Jos Song Long qui, en 1877, ouvrit à Montréal une blanchisserie. On voit ensuite la percée des nouveaux venus dans ce secteur de service avec une accélération de l'ouverture de ces commerces entre 1894 et 1901 ; puis la saturation progressive du marché vers 1911 et l'orientation des derniers arrivés vers d'autres branches, tels la restauration et le commerce des produits exotiques. Enfin, on suit divers commerces dans le temps en fonction de la conjoncture économique globale et des mesures administratives et fiscales prises par les autorités canadiennes. La troisième partie est consacrée à l'étude de la formation d'une « communauté ethnique chinoise ». Est bien mis en évidence le fait que l'insertion sociale des immigrants était rendue difficile en raison de l'hostilité manifeste de la population locale à leur égard. Ces derniers, subissant des humiliations, hésitaient à faire venir leurs familles, de sorte que leur position d'étrangers, refusant de s'intégrer, donnait des arguments aux Canadiens qui pensaient que John Chinaman était de trop dans leur société. L'auteur étudie bien le rôle des défenseurs des Chinois joué par les églises. La quatrième partie envisage la vie collective et politique des « Cantonais ». L'auteur analyse comment les immigrants s'organisaient pour survivre. N'ayant pas eu accès aux archives des

associations, Denyse Helly a eu recours aux sources officielles et aux informations contenues dans la presse. Il apparaît que la base de regroupement fut ce qui est appelé ici le clan, expression qui n'est pas adéquate, vu que dans la diaspora, les personnes portant un même patronyme ne sont pas nécessairement apparentées. Parallèlement, les riches marchands ont eu tendance à se regrouper dans des clubs en vue de promouvoir leurs intérêts. Il ne semblerait donc pas qu'il y ait eu à Montréal de Chambre de commerce regroupant tous les marchands. Par contre, il existait, depuis 1904, une association, la *Montreal Chinese Association*, qui représentait les intérêts chinois auprès de la société locale. L'auteur a eu plus de peine à reconstituer la vie politique au sein de la communauté, vu que celle-ci a été soumise à divers interdits et rivalités entre partis.

En bref, cette étude montre bien la tension entre les projets d'une élite canadienne désireuse de maintenir les Chinois dans une enclave et ceux de ces immigrés sans cesse ramenés à des stratégies défensives les empêchant de sortir de leurs propres réseaux économiques et culturels, et ce, jusqu'au moment où la conjoncture internationale se modifiant, les États-Unis, puis le Canada prirent officiellement la défense de la Chine contre le Japon.

Au niveau de la méthode, on regrette que l'auteur n'ait pas tenté d'étudier la perception que les Chinois se faisaient du monde canadien. Un sondage dans les journaux chinois locaux aurait peut-être pu être utile à cet égard. On aurait également souhaité que l'auteur fasse preuve de plus de recul à l'égard des informations collectées dans la presse ou auprès des informateurs. Il aurait été possible de mieux présenter les associations de clan en confrontant ces données à d'autres sources. Pour ne prendre qu'un exemple, l'association des Lee (li), Long sai tong (p. 222), tire son nom non pas d'un village du Guangdong comme il est dit ici, mais du lieu d'origine des premiers ancêtres qui correspond à l'actuelle ville de Lanzhou au Gansu (voir notamment Wu Hua, *Xinjiapo huazu huiguan zhi*. Singapour, Nanyang xuehui, 1975, vol. II, p. 36). De même, il aurait été facile de préciser quelque peu l'histoire des frères jurés Lew, Chang, Kwan et Chew (p. 222) qui est rapportée dans le célèbre roman des «Trois Royaumes». Enfin, il aurait été fort instructif de donner en appendice un échantillon des biographies de personnes interviewées en masquant leurs noms.

Claudine SALMON  
Paris

GIRAUD, P.-N. et GODET, M. (1987) *Radioscopie du Japon*. Paris, Centre de prospective et d'évaluation, 165 p.

Dans ce court ouvrage qui s'adresse surtout à un public de non-spécialistes, Giraud et Godet, qui ne sont pas eux-mêmes spécialistes du Japon, évitent aussi bien la vision idyllique de la société et de l'économie japonaises à la Vogel que la perception négative exagérée à la Kamata. Étant donné que, selon eux, le Japon en est maintenant à la fin de l'époque de rattrapage face à l'Occident (et en particulier face aux États-Unis), les auteurs peuvent à la fois souligner ce qui a fait la force du Japon jusqu'à maintenant et insister sur les problèmes que ce pays doit désormais affronter dans un monde en changement.

Giraud et Godet voient les défis actuels auxquels le Japon doit faire face comme étant autant de nature sociale qu'économique. Du point de vue économique, le problème majeur est celui du surplus commercial vis-à-vis des États-Unis. Ce problème n'est pas facile à résoudre du fait que les États-Unis consomment trop en regard de leur production. De plus, du côté du marché japonais, la hausse de la consommation, et donc des importations, se heurte à des obstacles structurels : protection de l'agriculture, forts prix du sol qui rendent le logement très cher, longues heures de travail qui limitent les loisirs et donc les dépenses dans ce secteur. Selon les auteurs, la solution au problème du surplus commercial japonais vis-à-vis des États-Unis passe par le «recentrement» de l'économie du Japon. Sur ce point, les tâches sont lourdes : transformer l'agriculture (malgré le puissant lobby agricole), modifier les règlements au sujet de l'usage des